

L'AVÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION : 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10^e) — Tél. : CEN. 68-96

ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR. C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

APRES LE 28 AVRIL, PREPARONS UNE LUTTE UNIE, JUSQU'AU BOUT!

IL EST TEMPS D'EN FINIR

avec le gouvernement de la misère et de la sale guerre

RÉVÉLÉMENT gouvernement a été aussi méprisé que l'est aujourd'hui le gouvernement Laniel-Bidault. Ouvriers, fonctionnaires, enseignants et paysans ont à maintes reprises, depuis août 53, affirmé leur volonté d'en finir avec le gouvernement du militaire Laniel, caricature d'un patron rapace, de Reynaud, l'homme des décrets-lois, de Martinand-Deplat, matraqueur d'ouvriers et d'étudiants, du saboteur de l'école publique André Marie, dix fois vain par l'Université tout entière, avec le gouvernement de la guerre d'Indochine, des Pleven et des Bidault.

SE BATTRE POUR CHASSER LE GOUVERNEMENT LANIEL

La classe ouvrière veut combattre. Mais elle veut un combat général, unissant toutes les organisations, du sommet à la base, ouvrant ainsi la perspective du renversement du gouvernement Laniel et d'un changement profond de politique.

Le 29 janvier les travailleurs ont salué un premier mouvement organisé parallèlement et simultanément par les différentes Centrales syndi-

cales. Ils voyaient dans cette première étape la promesse d'un mouvement général organisé sous la direction unique des Confédérations parfaitement responsables.

De mouvement avait ainsi été général et efficace. Mais la préparation et la réalisation de la grève du 28 avril n'ont pas répondu à ces espoirs. La direction confédérale Force-Ouvrière a refusé de participer à la grève. La direction confédérale de la CGT a refusé d'accepter les condi-

tions unitaires de préparation commune du mouvement qui auraient pu permettre de contraindre les dirigeants FO.

Là où ces conditions ont été réalisées, là où un accord a eu lieu entre les organisations sur la base paritaire, la grève a été un succès. Ainsi, dans la Loire-Inférieure, par exemple, la grève a été quasi-unanime!

Le Bureau Politique du P.C.I.

(Suite page 4.)

Plus que jamais, au cours de ces dernières semaines, les travailleurs ont senti l'urgente nécessité d'en finir avec la clique des ministres Pleven et Bidault en tête, qui continuent avec la fin de la guerre du Viet-Nam la fin d'un trafic éhonté et la révélation de la tourbe infâme qu'ils ont converti des années durant. Mieux vaut pour Bidault la guerre atomique ou le rattachage du napalm de tout le Viet-Nam qu'un fin de la guerre après laquelle des comptes pourraient lui être demandés! Au mépris de la fiction parlementaire, Bidault seul engage la France sur la CED, et de sa seule initiative implore en retour l'intervention militaire américaine.

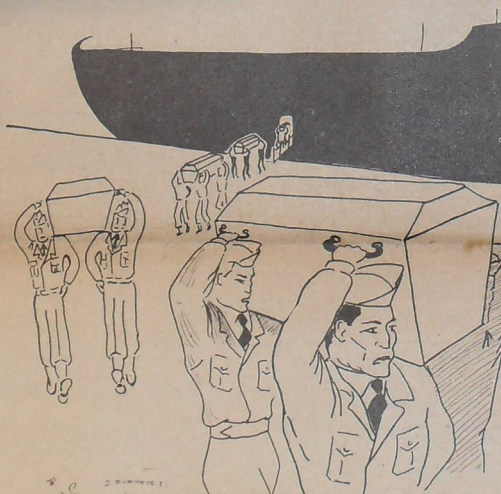
Les travailleurs veulent en finir avec les Bidault, frères remparts d'une bourgeoisie aux abois qui sent jour après jour l'abîme se creuser plus profondément sous ses pieds.

Les travailleurs souhaitent le rapide succès et veulent combattre pour la révolution vietnamienne, gage d'un renforcement de la révolution asiatique, chaînon décisif de la lutte des peuples colonisés contre l'oppression colonialiste, de la lutte des opprimés du monde entier contre l'impérialisme coïté. Le rapide succès de la révolution vietnamienne, c'est la seule réponse efficace aux faiseurs de guerre, aux manieurs de bombe à hydrogène, à tous ceux qui rêvent d'entraîner dans leur effondrement le monde tout entier. Devant la force invincible des peuples d'Asie et d'Afrique, comme devant la force invincible des prolétaires des pays industriels, l'impérialisme reculer et sera vaincu.

POURQUOI NOUS PIÉTINONS

Mais pourtant, sur plus de dix millions de travailleurs industriels, sur quelque deux millions de syndiqués, très nombreux sont ceux qui n'ont pas participé à la grève du 28 avril.

En août 53, en un élan grandiose, les travailleurs de France manifestèrent qu'ils ne se résignent pas à leur sort, ni à la misère et à la guerre, ni à la division syndicale et à l'impasse.



LE PLAN LANIEL ?
Envoi de chair fraîche
Rapatriement des cercueils

« Pour la deuxième fois en quelques semaines, sur demande de Laniel, le commandement américain organise un pont aérien pour jeter d'urgence de nouveaux renforts français dans la guerre du Viet-Nam. » (Les journaux du 5 mai.)

« Notre recherche de la paix n'est pas contradictoire avec notre volonté de continuer la lutte. » (Déclaration de Laniel à l'Assemblée nationale, le 4 mai.)

EVACUEZ LE VIET-NAM!

DIEN-BIEN-PHU vit ses derniers jours. L'irrésistible poussée de la Révolution vietnamienne s'avère plus forte que le napalm, les ponts aériens, etc... C'est la force de tout un peuple lutant pour briser les chaînes de l'impérialisme et qui ne recule devant aucun sacrifice.

La Révolution vietnamienne a déjà infligé une première défaite à l'impérialisme mondial. Elle a contraint les DULLES-BIDAULT-EISENHOWER à reculer dans l'exécution de leurs plans contre-révolutionnaires d'agression généralisée en Indochine. Mais la menace reste suspendue! Le principal atout de Bidault-la-guerre, c'est justement de représenter la continuité de la politique de défense des intérêts impérialistes menée depuis 1945. Le malheur pour Laniel-Bidault est

que le combat révolutionnaire des peuples vietnamiens s'oppose à la réalisation de toute politique impérialiste conséquente et entraîne irrémédiablement le corps expéditionnaire dans une défaite sanglante.

Daniel Mayer, président socialiste de la Commission des Affaires Étrangères de l'Assemblée Nationale vient d'effectuer un voyage à Genève: « J'ai le ferme espoir, a-t-il déclaré après son retour en France, et M. Georges Bidault, est la volonté qu'un accord interviendra afin que cessent les effusions de sang en Indochine. »

Nul doute que les travailleurs socialistes qui veulent la fin de la guerre d'Indochine jugeront comme il convient le brevet de pacifisme décerné par l'un de leurs dirigeants au ministre MRP qui a demandé ouver-

tement l'intervention des Etats-Unis dans la guerre du Viet-Nam. Les travailleurs veulent la paix au Viet-Nam par la reconnaissance inconditionnelle du gouvernement Ho-Chi-Minh, et le retrait immédiat du corps expéditionnaire.

Donnez mille hommes, même les plus basses estimations, constituait la garnison de Dien-Bien-Phu avant le premier assaut des Vietcs. Ont été parachutés depuis lors des forces qui le du gouvernement Ho-Chi-Minh, et le retrait immédiat du corps expéditionnaire.

16 - 3 = 8
Cette nouvelle arithmétique, c'est celle de « notre » haut Etat-Major (rempli de Polytechniciens).
Donnez mille hommes, même les plus basses estimations, constituait la garnison de Dien-Bien-Phu avant le premier assaut des Vietcs. Ont été parachutés depuis lors des forces qui le du gouvernement Ho-Chi-Minh, et le retrait immédiat du corps expéditionnaire.

UN DISCOURS REVOLUTIONNAIRE
C'est seulement le discours du représentant du MTLD Algérien qui rendit pour un moment à ce meeting le style d'un 1^{er} mai prolétarien de lutte.
Jean FARQUE
(Suite page 2.)

LE DIFICILE marchandage

A Genève l'air est chargé d'électricité. La fièvre et le désarroi régnent dans toutes les chancelleries. Il y quinzaine jours, le vice-président Nixon était contredit par Foster Dulles. Maintenant c'est au tour d'Eisenhower de se contredire lui-même, et de démentir qu'il ait souscrit à l'idée d'un partage du Viet-Nam avec le communisme.

par R. GARRIVE

concernerait pas la capitulation du Viet-Nam. En attendant, les représentants américains tentent de consolider leur pacte (ANZUS) avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et préparent le terrain pour la constitution après Genève d'un pacte agrégé à plus large échelle, France et Grande-Bretagne ont déjà accepté le principe. Tout ce plan n'a rien de pacifique. Il marque pourtant un net recul par rapport au plus large d'Edouard Bidault, qui voulait une intervention américaine en Indochine — aéro-navale au moins — avant même la Conférence de Genève. Pourquoi cela ?

Voici ce qui s'est produit. L'impérialisme anglais, malgré son désir d'écraser la révolution au Viet-Nam, en Malaisie et ailleurs, a reculé devant le refus de Bidault, pour toute une série de raisons : — intérêt à la paix et au commerce avec la Chine ; — pression des « neutres asiatiques » faisant partie de la zone d'influence anglaise et que la Grande-Bretagne ne désire pas voir enrégimenter par Washington ; — menace d'une grave crise politique en Angleterre même, menaçant la domination des chefs droitiers sur le Labour Party et le gouvernement Churchill lui-même.

Ainsi fut donné un coup de frein. Il fut suffisant pour désarçonner les dirigeants de Washington : « Faire la guerre en Indochine ? Oui, volontiers. La faire seuls ?... hum ». Ils ont finalement reculé, avant leur incapacité par l'instant à lancer l'impérialisme américain dans une guerre, soit mondiale, soit locale.

Quant à la bourgeoisie française, son principal rôle consiste à pleurer sur son armée déçimée. Et les responsables se cachent. Paul Reynaud, qui songe encore à sa carrière, n'est pas là quand son bière. L'Etat-Major inspire une campagne de presse destinée à le faire apparaître innocente victime du gouvernement. Et l'opposition, journalisme et parlementaire, n'a rien à proposer. Constant que la « souveraineté française » au Viet-Nam est repudiée maintenant aussi bien par Bao-Dai que par Nehru et le Congrès américain, elle louche du côté d'Ho-Chi-Minh : « ferait-il des conditions plus avantageuses ? ». Ho-Chi-Minh semblerait rebâtir, on fait une prière à Molotov. « Le Monde » du 5 mai l'implore : songez que nous pourrions être plus arrangeants sur la CED si vous empêchiez le camp communiste de nous humilier ?

Jouer la carte Molotov contre le camp communiste, c'est logique. Malheureusement, Molotov à Genève n'est pas un atout maître. En En-Lai et l'envoyé d'Ho-Chi-Minh ont leur mot à dire. Diverses formules de compromis possible sont lancées, à titre de ballon d'essai : — la formule d'un cessez-le-feu immédiat, chère à Nehru et à Molotov. Elle n'enthousiasme pas les combattants de la révolution vietnamienne, qui ont l'initiative militaire et ne tiennent pas à lâcher sans de solides garanties. Or qui pourrait donner ces garanties ? Le cessez-le-feu et le cessez-le-feu de 1946 ont été violés au bout de 9 mois par l'impérialisme français. La parole de l'impérialisme américain serait-elle plus sûre ?

— la formule d'un partage du Viet-Nam. Celle-ci ne se heurte pas seulement à l'opposition des bio-dalistes du Nord, qui s'accrochent à leurs privilèges. Elle heurte aussi le sentiment national des Vietnamiens du Sud (ainsi que des peuples lao et khmer) qui ne désirent pas être abandonnés à l'impérialisme.

— la formule d'un gouvernement de coalition Bao-Dai - Ho-Chi-Minh (associée au besoin « d'élections libres », comme le demandent certains démocrates américains). Un tel gouvernement, mi-chair, mi-poison, plairait sans doute à Molotov. Mais comment le réaliser ? La « fusion » (Suite page 2.)

LA LIBERTÉ DANS LE LAC

Une grande nouvelle à Washington : Eisenhower et le général Bradley ont ouvert une souscription pour la Liberté. Pour financer un comité de défense contre le maccarthysme ? Non, pour édicter un inopérant monument à la Liberté ?

Nous avions déjà la statue de la Liberté et les « liberty-ships ». Cette fois-ci, la démocratie est en bonne voie.

Une précision : la maquette indiquée que le monument sera érigé d'eau de tous côtés par la Liberté, c'est beau, mais M. Eisenhower préfère qu'on le voie de loin.

A PARIS, EN 1954

Il n'y a pas eu de 1^{er} Mai

POUR la première fois depuis 1954, le gouvernement bourgeois a pu impunément interdire le défilé du 1^{er} mai dans les rues de Paris. Cette interdiction, formulée avant le 28 avril, ne joua aucun rôle sur le déroulement de cette journée. De toute évidence, les représentants du PCF s'étaient ralliés d'emblée à la proposition de la préfecture de remplacer la manifestation par un meeting champêtre au bois de Vincennes ; dans la presse même, leur protestation fut purement formelle. Respectueux de leur côté de l'accord intervenu les files furent inviolables aux points d'accès du meeting. Ils prirent position dans Paris, pour le cas où quelques « têtes brûlées » auraient voulu reconquérir le pavé.

UN MEETING PITREUX

A Vincennes, « toute immense et compacte », dit « L'Humanité » du 3 mai, qui ne veut pas se compromettre. « Moins de 10 000 », affirme « Le Figaro », organe officieux de la Préfecture. Il y a lieu en réalité de multiplier ce chiffre par 2 ou 3. Cependant, un tel résultat nous ramène bien en-dessous du niveau, par exemple, du 1^{er} mai 1934 célébré justement au même endroit, ou d'autres 1^{er} mai d'avant-guerre à l'époque où la journée était pas légalement chônée.

Face aux tribunes occupées par les dirigeants du PC et de la CGT, les travailleurs s'assemblèrent sans ordre, les banderoles étant peu appa-

rentes et les sections d'entreprises introuvables. Après le discours ouvert par d'Henaff, ils entendirent d'un air morne les allocutions de Pressoury au nom du PSU et de Maître Maurice au nom de l'Union Progressiste. « Nous sommes des républicains traditionnels ! ».

UN DISCOURS REVOLUTIONNAIRE

C'est seulement le discours du représentant du MTLD Algérien qui rendit pour un moment à ce meeting le style d'un 1^{er} mai prolétarien de lutte.

Jean FARQUE (Suite page 2.)



16 - 3 = 8

JEANNE AVEC NOUS

Rassurons-nous, d'ailleurs. Les 8 ou 13.000 de Dien Bien Phu sont solidement équipés par Jeanne d'Arc. C'est tout au moins un article historique de « L'Osservatore Romano », journal du Vatican, qui révèle ainsi notre dernière arme secrète. La mer de fumée allumée par l'impérialisme français rechauffe les vieilles ardeurs de l'inquisition. L'Eglise est toujours à l'avant-garde ; après les prêtres ouvriers qui eux, ont fait long feu, voici Jeanne d'Arc, en collaboration avec l'aviation française, qui fournit les bûchers au napalm.

LA LIBERTÉ DANS LE LAC

Une grande nouvelle à Washington : Eisenhower et le général Bradley ont ouvert une souscription pour la Liberté. Pour financer un comité de défense contre le maccarthysme ? Non, pour édicter un inopérant monument à la Liberté ?

Nous avions déjà la statue de la Liberté et les « liberty-ships ». Cette fois-ci, la démocratie est en bonne voie.

Une précision : la maquette indiquée que le monument sera érigé d'eau de tous côtés par la Liberté, c'est beau, mais M. Eisenhower préfère qu'on le voie de loin.

LE DEVELOPPEMENT de l'inegalité en URSS

Khrouchtchev avait lancé en septembre une grande campagne pour le retour à la terre des bureaucrates, spécialistes de l'agriculture, zootechniciens, mécaniciens, chauffeurs, etc., qui s'embarquent dans les bureaux, usent de mille et une ruses pour rester en ville...

Devant les nullités insuffisantes de la nouvelle politique agricole, la presse soviétique dénonce le bureaucratisme. « Le plus effarant de tout, c'est que dès maintenant il faut abandonner tout travail urgent et s'atteler à l'établissement d'un rapport qui comporte près de 6.000 paragraphes... »

« Le décret n° 201 de la direction régionale fait obligation à tous les directeurs de SMT de transmettre tous les matins, de 7 heures à 10 heures, des informations spéciales sur différents aspects de l'agriculture, par téléphone... »

« Dans les kolkhozes, jeunes et vieux établissent des rapports. Les zootechniciens envoient des rapports toutes les nuits, sous forme de formulaires à remplir et, le matin, rencontraient une nuit dans la cour, ils la chassent : Ya-fen, objet n° 32, paragraphe n° 25 ».

Ainsi, dans ses efforts désespérés pour contrôler ou en tout l'économie, la bureaucratie n'aboutit qu'à se noyer dans la paperasserie, tandis que la matière qu'elle cherche à contrôler tend à lui échapper.

AMELIORER LE SORT DES PRIVILEGES

Devant l'échec de sa politique, et la menace d'une aggravation de la situation du ravitaillement lors de la prochaine récolte, c'est sur le défrichage de nouvelles terres que le CC du PC de l'Union soviétique a mis l'accent lors de la session du 23 février. La mise en valeur de « au moins 13 millions d'hectares de terres vierges et en friche » est prévue pour 1954-55.

Cependant, Khrouchtchev, fidèle à la tradition stalinienne de rechercher des boucs émissaires pour les échecs du régime bureaucratique, a attaqué violemment à cette même session du CC « la conduite incorrecte du ministère de l'Agriculture Beneditov », et à la conduite « inconsciente » du ministre des fermes d'Etat, Kozlov.

Poursuivant la politique adoptée en septembre, le « décret » réintéresse au même titre que les kolkhozes, les kolkhoziens et les travailleurs des SMT, de la réalisation du plan de mise en valeur des terres... « Ce n'est pas par divers moyens, notamment en recommandant aux kolkhozes de verser aux travailleurs des brigades de culture, des primes et des tracteurs... une rémunération supplémentaire de l'ordre de 30 % de la récolte obtenue au-dessus du plan de récolte... »

Le récent communiqué sur l'exécution du plan en 1953 montre d'ailleurs involontairement que ce sont les objets de luxe dont la production s'accroît le plus ; le record est atteint par les appareils de télévision, dont la production atteint le chiffre de 225 par rapport à 1952, les aspirateurs électriques (200 %), les tissus de soie (178 %), etc.

« Les progrès de l'économie soviétique, le communiqué officiel le fait ressortir sans équivoque : « La production des tissus de coton ayant augmenté de 5 %, celle des tissus de coton de couleur d'augmentation de 78 % et celle des tissus de soie artificielle de 60 %... »

« Comme le dit justement à propos de la production de marchandises pour lesquelles il existe une forte demande parmi la population à considérablement augmenté... »

LA REVOLUTION POLITIQUE EN URSS

Dans cette voie de l'extension des privilèges, la « fronde » des privilégiés contre l'économie planifiée, ne peut que se renforcer ; comme se renforce le mécontentement des masses qui ne se satisfont pas toujours de promesses.

Dans sa dernière œuvre, Staline avait déjà reconnu l'existence de « contradictions » dans l'économie soviétique, mais, très troublé aussitôt, il se rassura dans la gestion bureaucratique : « Si les organismes dirigeants appliquent une politique juste, ces contradictions ne peuvent dégénérer en antagonismes, et elles n'aboutiront pas à un conflit entre les rapports de production et les forces productives de la société... »

« Dans l'économie soviétique », écrit Stepanyan, les contradictions entre production et consommation continuent à se développer, les contradictions existent et se développent entre forces productives et rapports de production... »

« On ne saurait être plus clair », écrit Premez garde, dit le Kremlin au pouvoir, la bureaucratie est le seul rempart entre vos privilèges et le soulèvement des masses ; seule la juste politique du Parti Communiste s'oppose au programme trotskiste d'une révolution politique... »

« C'est ce programme trotskiste que la crise de l'économie soviétique met à l'ordre du jour pour les masses soviétiques. »

Gérard BLOCH.

(1) Voir La Vérité, n° 333 et 334.

L' A crise ouverte en Egypte au mois de février dernier connaît le caractère acalme relatif, qui met met d'essayer de faire le point d'une situation en apparence complexe et que les commentateurs de la presse française n'ont pu jusqu'ici contribuer à rendre intelligible.

LES DEUX CLANS MILITAIRES

Les événements du Caire, derrière la façade de la lutte personnelle des militaires Naguib contre Nasser, ont opposé les tenants de deux formules : pour les uns, il a été desquels Naguib n'est que le gouvernement fait des officiers devait céder la place dans un délai assez rapide à un régime parlementaire, ce qui supposait immédiatement le rétablissement des partis politiques, la levée de la censure sur la presse, etc.

« pour les autres, groupés derrière Gamal Abdel Nasser, le régime révolutionnaire », c'est-à-dire la dictature des officiers devait se maintenir et se renforcer.

L'initiative du déclenchement de la crise vint apparemment de Nasser et de ses partisans qui ont tenté de rompre le pacte de juillet 52 et de liquider Naguib. C'est ensuite celui-ci qui reprit la situation en mains, en faisant comme nouveau le pacte de la légalité à la vie parlementaire et à la liberté politique. Ce premier acte s'achève par une période inattendue de la fusée de Naguib à Khartoum — et le rideau tombe sur une pseudo-réconciliation des militaires ennemis qui se partagent un pouvoir en fait partagé par deux groupes.

Après quelques semaines, Nasser reprend soudain l'initiative, renverse le pacte, annule toutes les décisions prises, confine Naguib à un rôle purement décoratif et rétablit une dictature plus étroite que jamais. On en est à l'appareil de Nasser que Nasser n'a pu faire en février il semble l'avoir réussi en avril.

Il est frappant cependant que ni dans un cas, ni dans l'autre les vaincus n'ont pu saisir leur situation ; Naguib victorieux n'a pas cherché immédiatement à liquider le Conseil de la Révolution, pas

plus que Nasser vainqueur n'a pour l'instant éliminé totalement le lewa et le scénario égyptien. A cet égard les événements syriens ont offert une image très différente : le retour d'Atassi coïncide avec le départ de Chikabaly pour l'exil.

Ne faut-il pas voir dans cette différence le rôle joué par un élément qui est en Egypte beaucoup plus important qu'en Syrie, ou que partout ailleurs dans le Moyen-Orient, et qui trouble le jeu des factions gouvernementales, des cliques militaires ou politiques. C'est évident, ce sont les masses arabes, ouvriers, petits bourgeois et fellahs dont la présence tantôt au premier plan, tantôt à l'arrière-plan des événements égyptiens permet seule de comprendre certains des aspects les plus surprenants de cette histoire.

FORCE DES REVENDEICATIONS POPULAIRES

Au point de départ de la crise égyptienne, il y a l'échec certain du gouvernement Naguib-Nasser à tenir les promesses faites en juillet 52 : l'indépendance nationale et le partage des terres. La dose d'espoir et de patience que le fellah était prêt à consacrer à la « Révolution » s'est vite épuisée et a permis ce regroupement des forces d'opposition qui obligent la dictature à réécouter sa base et à généraliser la répression (du Wafd aux Frères Musulmans).

L'opposition de Naguib à ce renforcement du pouvoir coercitif traduisait l'opposition d'une certaine fraction de la bourgeoisie égyptienne et de certains membres de la haute bourgeoisie à un certain nombre de politiques, jusque là intégrés avec Naguib dans l'appareil du nouveau régime (All Makhlouf, Sakhoury, El Emory, etc.). Sans doute craignaient-ils que le renforcement de la dictature ne suscitât un jour ou l'autre une violente réaction populaire qui mettrait en basculement les fondements d'une politique qui, dans ses principes généraux est commune au clan Nasser comme au clan Naguib.

Le dernier saisis donc l'occasion favorable fournie par la réaction populaire à la mise à l'écart de Naguib pour tenter la liquidation à froid du régime des officiers. La boucle serait

ainsi achevée ; né d'un coup d'Etat à froid, le régime disparaîtrait comme il était né en évitant au maximum l'intervention populaire.

Il semble bien que les espoirs du clan Naguib aient été écartés. Le levée de la poigne dictatoriala provoqua en Egypte une véritable trêve politique mettant en cause non seulement le régime des officiers mais les principes politiques d'ordre social tels que les amis de Naguib. Il n'est que de lire la presse égyptienne, et même si elle n'est que le reflet de la censure, bouillonnante d'idées, de critiques, de polémiques et de dissentiments. Dans l'alliance ouverte accidentelle entre le clan des vieux politiciens bourgeois groupés autour du lewa et les masses aspirant à ce que la révolution nationale et sociale ne s'arrête pas un thème de discours dominants, le poids des masses devenait menaçant.

Naguib et ses alliés firent machine arrière et acceptèrent un compromis avec Nasser et les officiers qui laissait ceux-ci maîtres de l'armée et de la police — et par conséquent en bonne position pour ébrancher rapidement (1). Il faut souligner que le recul normal du clan conservateur est parallèle au silence — expression d'un recul sévère — des tendances réactionnaires des masses égyptiennes. C'est vrai de la direction des Frères Musulmans qui très violemment pendant la période d'opposition et la répression retrouve sa face purement conservatrice dans les moments de tension sociale et de menace révolutionnaire.

C'est vrai aussi de la direction du Wafd ; il semble que Nabus ait eu peur de prendre résolument la tête d'un mouvement qui pouvait ébranler les objectifs qu'il avait voulu lui tracer. Cette prudence des dirigeants politiques égyptiens allait favoriser la revanche de Nasser. Il consolide son pouvoir en éliminant les anciens politiciens, laisse Naguib isolé dans son fauteuil présidentiel, débarrasse le Conseil des officiers du « gauchisme » Khadded Mikdad, surveille plus étroitement que jamais une presse muséifiée et réprime toute velléité d'indépendance, arrête et poursuit par petits paquets les opposants qui se sentent démasqués, en utilisant l'accusation vague et traditionnelle de communisme.

Le régime est-il devenu plus solide pour autant ? La répression ne répond ni la question du canal, ni la question de la terre. Par contre la liberté retrouvée quelques semaines durant et maintenue pendant les deux derniers mois pour la petite-bourgeoisie musulmane un objectif qu'elle désire reconquérir. Le violent conflit entre le régime et l'Université en éliminant les tendances sociales sur laquelle peut s'appuyer la dictature est en fin de compte considérablement rétrocé. Rien n'est réglé au Caire, et rien n'est réglé en matière d'un nouvel essor du mouvement des masses, d'un relèvement politique qui formerait une direction capable de tirer les leçons des événements de ces derniers mois.

L'IMPERIALISME DANS LA COULISSE

Tel doit bien être aujourd'hui l'impression des spectateurs intéressés — et acteurs clandestins à l'occasion — du drame égyptien, devant un nouvel essor du mouvement des masses, d'un relèvement politique qui formerait une direction capable de tirer les leçons des événements de ces derniers mois.

Un point de la Révolution Bolivienne

Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ci-dessous, d'après la revue mexicaine « Qué hacer ? », quelques extraits d'une récente étude du camarade Guillermo LORA sur les problèmes actuels posés par la révolution bolivienne, qui met en lumière l'orientation pro-imperialiste prise par le gouvernement petit-bourgeois issu de la Révolution d'avril 1952.

Nous recommandons d'autre part à nos lecteurs la lecture de la brochure de notre camarade Pierre SCALI : « LA REVOLUTION BOLIVIENNE (1952-1954) » (S.P.E.L., 40 pages, 50 francs), dont de courts extraits ont été précédemment publiés dans LA VERITE.

1954, ANNEE DE LA TRAHISON

Pour l'ensemble des militants, et pour beaucoup d'autres gens, l'année 1954 sera l'année de la trahison. Nous voulons dire la trahison des espoirs de masses par le directeur petit-bourgeois. Pour nous, ce sera l'année de la vérification de nos conclusions théoriques sur les possibilités que peut avoir la classe ouvrière de réaliser ses tâches révolutionnaires et anti-imperialistes.

Dans les premiers moments de la Révolution, l'action des masses et le mouvement de son entreprise les actes du gouvernement et a créé des organismes particuliers capables de réaliser ses aspirations nationalistes et sociales.

« S'est orienté vers « démocrate » nord-américain. La politique extérieure s'orientait franchement vers la coopération avec l'imperialisme et marque journalièrement la signature des traités financiers. Le pétrole — dont la nationalisation fut une victoire populaire — a été prêté à la société de McCarthy, la loi qui a créé la Corporation Minière de Bolivie — et qui a pris en charge les mines des trois grandes entreprises —, en établissant la possibilité de création de sociétés mixtes a ouvert la porte ouverte à l'imperialisme dans l'exploitation minière. Les porte-paroles gouvernementaux multiplient les déclarations indiquant que les nationalisations intervenues dans les différentes branches de l'économie ne sont pas partie intégrante du programme du gouvernement révolutionnaire ».

« Rappelons que les transports, la banque, le grand commerce, demeurent entre les mains imperialistes. Le mouvement du MNR soutient les plans bellistes de Wall Street. Mentionnons les concessions de terrains uranifères, sans refus d'agir en commun avec le gouvernement, sur des points très particuliers. En fortifiant le front imperialiste, il affaiblit ses propres positions révolutionnaires. »

DEFENSE DU FEODALISME

« Les masses paysannes profondément mobilisées par la révolution qui débuta le 9 avril 1952, ont démontré leur capacité d'organisation et leur initiative. Elles ont éliminé tout élément d'opposition à la révolution. Elles ont éliminé toutes les théories de la petite-bourgeoisie

et aussi du stalinisme commencèrent à réaliser la révolution agraire de leur propres mains, en commençant par l'occupation armée des terres, et par la distribution des instruments de culture, des semences et du bétail. La classe sociale des propriétaires des terres a été éliminée et aussi du stalinisme commencèrent à réaliser la révolution agraire de leur propres mains, en commençant par l'occupation armée des terres, et par la distribution des instruments de culture, des semences et du bétail. La classe sociale des propriétaires des terres a été éliminée.

me bureaucratique très pesant, qui tend à rendre impossible toute réforme radicale et sérieusement menée de part de ces privilégiés face à l'élan impétueux des masses.

Les quatre dirigeants du MNR — qui n'ont pas rompu de façon anticlique la liaison imperialiste — s'employèrent dès le début à contenir les masses paysannes, à les désorganiser, à les désorganiser et à empêcher l'occupation de la terre. Dans ce domaine, les employés subalternes (intendants, contremaîtres, etc.) ont joué un rôle doublement réactionnaire. Les nombreuses promesses violemment la réforme agraire », la création d'une commission de techniciens portant le nom de « Commission de la réforme agraire », n'ont d'autre objet que de dupier les masses et de gagner du temps pour les désorganiser. En même temps que le gouvernement promettait de libérer les paysannes, il réprimait violemment la réforme agraire, arrêtant les paysans trotskystes et détruisant violemment les organisations qui ne suivaient pas docilement ses instructions... »

« Le 2 août 1953 fut édictée la loi de réforme agraire, essentiellement contradictoire et destinée en fin de compte à sauver le féodalisme. L'essence de cette loi concernait la création du Service National de Réforme Agraire, chargé de réaliser la réforme. Il s'agit d'un mécanisme bureaucratique très pesant, qui tend à rendre impossible toute réforme radicale et sérieusement menée de part de ces privilégiés face à l'élan impétueux des masses. »

Le fait positif dans le problème de la terre est que la plus grande partie de la terre n'ait pas été aliénée aux mains des paysannes, mais de ceci contre la volonté des autorités. La loi de réforme agraire est devenue impraticable comme instrument de libération des masses et sera éliminée dans le futur comme dique à l'élan révolutionnaire.

Le mouvement paysan n'a pu sortir de sa dépression par manque de coordination intrarégionale d'agriculture, de la vallée de Cochabamba — dont le problème essentiel est le manque de terres — a commencé à se mobiliser en vue de conquérir l'occupation de la terre.

Le fait positif dans le problème de la terre est que la plus grande partie de la terre n'ait pas été aliénée aux mains des paysannes, mais de ceci contre la volonté des autorités. La loi de réforme agraire est devenue impraticable comme instrument de libération des masses et sera éliminée dans le futur comme dique à l'élan révolutionnaire.

Le mouvement paysan n'a pu sortir de sa dépression par manque de coordination intrarégionale d'agriculture, de la vallée de Cochabamba — dont le problème essentiel est le manque de terres — a commencé à se mobiliser en vue de conquérir l'occupation de la terre.

Le mouvement paysan n'a pu sortir de sa dépression par manque de coordination intrarégionale d'agriculture, de la vallée de Cochabamba — dont le problème essentiel est le manque de terres — a commencé à se mobiliser en vue de conquérir l'occupation de la terre.

me bureaucratique très pesant, qui tend à rendre impossible toute réforme radicale et sérieusement menée de part de ces privilégiés face à l'élan impétueux des masses. Les quatre dirigeants du MNR — qui n'ont pas rompu de façon anticlique la liaison imperialiste — s'employèrent dès le début à contenir les masses paysannes, à les désorganiser, à les désorganiser et à empêcher l'occupation de la terre. Dans ce domaine, les employés subalternes (intendants, contremaîtres, etc.) ont joué un rôle doublement réactionnaire. Les nombreuses promesses violemment la réforme agraire », la création d'une commission de techniciens portant le nom de « Commission de la réforme agraire », n'ont d'autre objet que de dupier les masses et de gagner du temps pour les désorganiser. En même temps que le gouvernement promettait de libérer les paysannes, il réprimait violemment la réforme agraire, arrêtant les paysans trotskystes et détruisant violemment les organisations qui ne suivaient pas docilement ses instructions... »

Le fait positif dans le problème de la terre est que la plus grande partie de la terre n'ait pas été aliénée aux mains des paysannes, mais de ceci contre la volonté des autorités. La loi de réforme agraire est devenue impraticable comme instrument de libération des masses et sera éliminée dans le futur comme dique à l'élan révolutionnaire.

Le mouvement paysan n'a pu sortir de sa dépression par manque de coordination intrarégionale d'agriculture, de la vallée de Cochabamba — dont le problème essentiel est le manque de terres — a commencé à se mobiliser en vue de conquérir l'occupation de la terre.

Le fait positif dans le problème de la terre est que la plus grande partie de la terre n'ait pas été aliénée aux mains des paysannes, mais de ceci contre la volonté des autorités. La loi de réforme agraire est devenue impraticable comme instrument de libération des masses et sera éliminée dans le futur comme dique à l'élan révolutionnaire.

Le mouvement paysan n'a pu sortir de sa dépression par manque de coordination intrarégionale d'agriculture, de la vallée de Cochabamba — dont le problème essentiel est le manque de terres — a commencé à se mobiliser en vue de conquérir l'occupation de la terre.

Le fait positif dans le problème de la terre est que la plus grande partie de la terre n'ait pas été aliénée aux mains des paysannes, mais de ceci contre la volonté des autorités. La loi de réforme agraire est devenue impraticable comme instrument de libération des masses et sera éliminée dans le futur comme dique à l'élan révolutionnaire.

Le mouvement paysan n'a pu sortir de sa dépression par manque de coordination intrarégionale d'agriculture, de la vallée de Cochabamba — dont le problème essentiel est le manque de terres — a commencé à se mobiliser en vue de conquérir l'occupation de la terre.

Le fait positif dans le problème de la terre est que la plus grande partie de la terre n'ait pas été aliénée aux mains des paysannes, mais de ceci contre la volonté des autorités. La loi de réforme agraire est devenue impraticable comme instrument de libération des masses et sera éliminée dans le futur comme dique à l'élan révolutionnaire.

Le mouvement paysan n'a pu sortir de sa dépression par manque de coordination intrarégionale d'agriculture, de la vallée de Cochabamba — dont le problème essentiel est le manque de terres — a commencé à se mobiliser en vue de conquérir l'occupation de la terre.

Le fait positif dans le problème de la terre est que la plus grande partie de la terre n'ait pas été aliénée aux mains des paysannes, mais de ceci contre la volonté des autorités. La loi de réforme agraire est devenue impraticable comme instrument de libération des masses et sera éliminée dans le futur comme dique à l'élan révolutionnaire.

L'IMPERIALISME DANS LA COULISSE

Tel doit bien être aujourd'hui l'impression des spectateurs intéressés — et acteurs clandestins à l'occasion — du drame égyptien, devant un nouvel essor du mouvement des masses, d'un relèvement politique qui formerait une direction capable de tirer les leçons des événements de ces derniers mois.

L'IMPERIALISME DANS LA COULISSE

Tel doit bien être aujourd'hui l'impression des spectateurs intéressés — et acteurs clandestins à l'occasion — du drame égyptien, devant un nouvel essor du mouvement des masses, d'un relèvement politique qui formerait une direction capable de tirer les leçons des événements de ces derniers mois.

« Les masses paysannes profondément mobilisées par la révolution qui débuta le 9 avril 1952, ont démontré leur capacité d'organisation et leur initiative. Elles ont éliminé tout élément d'opposition à la révolution. Elles ont éliminé toutes les théories de la petite-bourgeoisie

Attention ! Ce numéro paraissant le 7 mai sera suivi le 14 mai d'un numéro spécial comportant une abondante documentation sur les problèmes du PCF à la veille de son XIII Congrès. Demandez-le à votre marchand habituel. Ou, mieux, abonnez-vous sans tarder !

(1) « Rosca » : la vie, désigne éloquentement la grande bourgeoisie bolivienne.

SUR LE FRONT OUVRIER

APRES LE 28 AVRIL

REALISONS LES CONDITIONS DE L'ACTION UNITE

DEPUIS les grèves d'août 53, un sentiment général existe dans la classe ouvrière : « ce n'est que par l'action simultanée et illimitée de toutes les corporations que nous obtiendrons la victoire ».

C'était cette unité de Front qui n'était pas réalisée et cette bataille unitaire qui n'était qu'esquissée.

La CGT, d'un bout à l'autre de la préparation de cette grève, malgré un certain nombre de propositions aux autres centrales, a fait en sorte que cette grève soit la grève que la CGT a lancée, a impulsée, a dirigée.

C'était le sens qu'avait la convocation des conférences ouvrières par elle seule, sans tentative sérieuse pour y associer d'autres centrales.

C'était le sens de cette bataille désespérée, s'adressant tantôt à FO, tantôt à la CFTO, mais pas une seule fois de front et sans volonté réelle de convaincre.

C'est pour cela qu'aux conférences départementales, prisme d'un certain nombre de propositions aux autres centrales, a fait en sorte que cette grève soit la grève que la CGT a lancée, a impulsée, a dirigée.

Et les efforts mis en commun de cette façon ne se seraient pas ajoutés, mais multipliés et auraient constitué une force irrésistible, entraînant la grande masse des travailleurs.

FO aurait pu difficilement prendre la position de jeune qui a été la sienne, se réjouissant ouvertement de l'insuccès d'une grève auquel elle avait fortement participé.

Le résultat, sous les comités paritaires, aurait pu se dire d'accord pour un mouvement, mais refusé de le préparer en commun sous peine de se voir dépassé par ses « troupes ».

FO aurait pu difficilement prendre la position de jeune qui a été la sienne, se réjouissant ouvertement de l'insuccès d'une grève auquel elle avait fortement participé.

Le résultat, sous les comités paritaires, aurait pu se dire d'accord pour un mouvement, mais refusé de le préparer en commun sous peine de se voir dépassé par ses « troupes ».

FO aurait pu difficilement prendre la position de jeune qui a été la sienne, se réjouissant ouvertement de l'insuccès d'une grève auquel elle avait fortement participé.

Le résultat, sous les comités paritaires, aurait pu se dire d'accord pour un mouvement, mais refusé de le préparer en commun sous peine de se voir dépassé par ses « troupes ».

LEON JOUHAUX EST MORT

Le Président de la République, le réactionnaire M. Coty, le Président du Conseil de la guerre d'Indochine et du « non » aux revendications ont salué le corps du président d'une des grandes assemblées de l'Etat bourgeois, le président décédé du « Conseil Economique », Léon Jouhaux.

La presse stalinienne a été très discrète. Ainsi « l'Humanité » a rayé de la biographie qu'elle en a donnée, les années 1914-1919. Et pour cause !

Léon Jouhaux dirigeait avant 1914 la CGT, alors antimilitariste. Avant même que le canon tonne, il passa dans le camp de l'Union sacrée « avec l'impérialisme français ».

Le 1er août 1914, Jouhaux proclame dans un bel élan : « Ceux qui vont partir et dont je suis... » Léon Jouhaux partit il est vrai, non aux armées mais... à Bordeaux avec le gouvernement.

Jouhaux, depuis 1914, est resté fidèle à cette orientation. Frachon-Duclos sont un peu gênés : jadis ils dénonçaient, après Lénine, ce « lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise ».

Leader talentueux du réformisme, Léon Jouhaux méritait la qualification donnée par Lénine. Inventeur des grèves « tournantes », il contribua à l'échec de la grève générale de 1920 et par là rendit un deuxième et important service à la bourgeoisie française, complété par l'organisation de la scission syndicale en 1921. Ainsi fut brisé net le développement d'une vague révolutionnaire qui avait pris naissance avec la révolution prolétarienne russe d'octobre 1917.

Les derniers années de Jouhaux sont bien connues. Il est inutile d'y revenir. Notons simplement que Frachon-Duclos ont pris la relève depuis 1938, du réformisme discrédité de Jouhaux.



1946 : VILLIERS (Confédération du Patronat), FRACHON ET JOUHAUX

POURQUOI RENAULT N'A PAS DÉBRAYÉ LE 28

RENAULT, la plus grande entreprise métallurgique d'Europe, a refusé de débrayer le 28 avril 1954.

Et c'est précisément parce que depuis la libération Renault a toujours tenu avec honneur le rôle primordial dans les luttes de classe en France que cet échec a été enregistré le 28 avril.

Depuis des années et des années Renault a été le terrain de centaines d'expériences malheureuses de la part des organisations syndicales !

Depuis des années, Renault a servi de cobaye à toutes les tactiques douteuses innovées par les organisations traditionnelles, et plus particulièrement par la CGT, grèves tournantes, action de harcèlement, grèves-bouillons, etc., etc.

Lorsque dans une mécanique complexe où toute les pièces dépendent les unes des autres, vous faites porter tous vos efforts toujours sur le même ressort, celui-ci finit par se relâcher. C'est ce qui s'est passé pour Renault !

Les leçons que nous devons, aujourd'hui, tirer du succès partiel que représente la journée du 28 avril, sont exposées dans notre journal, et l'on peut dire que les impératifs dont dépendait la réussite de la grève étaient cent fois plus ressentis par Renault. C'est parce que les 40 000 travailleurs de chez Renault ont accumulé une expérience considérable dans l'action, à travers les luttes passées, c'est parce qu'ils savent, si fort qu'on puisse être, à 40 000 dans

IL EST TEMPS D'EN FINIR

(Suite de la première page.)

La classe ouvrière veut combattre. Mais les grandes directions politiques et syndicales ne veulent pas organiser ce combat. Le Parti Socialiste, orienté vers le Front démocratique et social, cherche à renouer l'alliance parlementaire avec la fraction pro-américaine et pro-CEdiste de la bourgeoisie. Le Parti Communiste Français orienté vers le front des Français, s'unit aux éléments bourgeois anti-CEDistes, même s'ils sont ultra-réactionnaires. Mais bourgeois

pro-CEDistes ou anti-CEDistes n'en restent pas moins, avant tout, des bourgeois conscients de leurs intérêts fondamentaux de classe qui leur commandent de se retrouver unis lorsqu'il s'agit de refuser de satisfaire les revendications des travailleurs et de briser leurs luttes émancipatrices.

En face de cette solidarité fondamentale, les grandes directions ouvrières refusent de connaître la solidarité fondamentale que le tous les travailleurs et refusent de dresser le front uni des exploités en face du front uni du patronat.

LES CHEFS REFUSENT LE COMBAT

La responsabilité des résultats négatifs du 28 avril n'incombe en aucune manière aux militants ouvriers des différentes organisations qui voudraient combattre ensemble, mais bien aux directions des grandes organisations ouvrières qui ont refusé d'organiser ce combat.

Le refus de milliers de travailleurs CGT, FO, CFTO, Autonomes, ou inorganisés de participer à la grève du 28 ne signifie ni leur découragement ni leur refus de combat. Il signifie leur refus d'UNE LUTTE PARTIELLE, INOPÉRANTE, leur conviction que, par la faute des directions ouvrières, le combat était mal engagé.

Aux travailleurs, quelle que soit leur orientation ou leur appartenance, le P.C.F. affirme que le combat part et doit être engagé sur des bases valables, permettant le succès.

C'est dans une lutte décisive, menée jusqu'au bout, jusqu'à la victoire contre le gouvernement des capitalistes, que les travailleurs désirent s'engager.

Les chefs refusent ce combat ! La CGT et la CGT-FO, en refusant de constituer le comité interconfédéral ont interdi à la grève de 24 heures d'être un succès véritable. Le Parti Socialiste, le PCF et les grandes organisations syndicales, en refusant de réaliser le Front unique contre la guerre d'Indochine, ont permis à Bidault de trafiquer contre les peuples français et viet-namites.

Les travailleurs, conscients de la force qu'ils représentent, exigent des directions qu'elles rompent avec leur politique de collaboration avec la bourgeoisie, qu'elles s'engagent résolument dans la voie du combat général pour chasser le gouvernement Laniel.

En dressant, unis, leur force invincible, les travailleurs imposeront le gouvernement de Front unique des organisations ouvrières. Dans cette voie seulement il est possible d'abattre ce régime generateur de misère qui menace l'humanité dans son existence même.

la lutte, cela ne peut suffire aujourd'hui à arracher la victoire, qui exige la grève générale, conditionnée par la réalisation du front unique entre toutes les confédérations, c'est parce que les milliers de travailleurs de chez Renault possèdent ces conditions, et parce qu'elles n'étaient pas réalisées que Renault n'a pas débrayé.

Est-ce qu'avant la lutte, les organisations tentaient de répondre à ces aspirations ? Pas du tout ! Benoit Frachon, venant en personne à une assemblée d'information chez Renault, une semaine avant la grève, offrait comme seule perspective aux travailleurs de chez Renault du jour le rôle prééminent qu'ils ne voulaient plus jouer seuls. Il leur disait : comme par le passé, vous tiendrez votre

place avec honneur, vous serez à l'avant-garde de la bataille, etc., etc. Et c'est tout !

Plus lamentable encore sont les explications données après coup par les organisations qui ont dirigé l'action du 28 avril chez Renault : « pression de la maîtrise », « pression des flics », Laniel, dans un meeting, laissait sous-entendre que les travailleurs n'avaient rien compris à rien, et que le lendemain... il faudrait s'expliquer fraternellement avec ceux qui n'avaient pas compris. En d'autres termes, en disant qu'il faudra consolider l'unité à la base.

Alors que les travailleurs de chez Renault, depuis longtemps unis, exigent précisément que leurs chefs les unissent !

(Correspondant.)

LA VERITE ECRIVAIT IL Y A DIX ANS

Mai 1944... LA VERITE poursuivait sa parution clandestine, interrompue depuis août 40. En février 44, grâce au regroupement des forces trotskystes qui s'est opérée, elle est devenue l'organe du Parti Communiste Internationaliste (section française de la IVe Internationale).

Nous reproduisons ci-dessus des extraits du numéro spécial du 1er Mai, qui fut diffusé massivement, ainsi que du numéro de mai 1944. Les trotskystes du monde entier, tragiquement fauchés par les faits qui ont causé la vérification, ou bien le prolétariat français et européen mettra à profit l'ébranlement de 1944 pour engager la lutte pour le pouvoir — ou bien l'appareil d'Etat bourgeois sera reconstruit et l'impérialisme mondial entamé la préparation de la troisième guerre mondiale, contre l'URSS.

PREMIER DE MAI DE PREPARATION A LA GREVE GENERALE CONTRE LA RELEVE

Lundi 1er Mai à 10 heures, débrayage général d'une demi-heure. En même temps, dans chaque usine, il faut déposer un cahier de revendications : POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES, POUR LE PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES SUPPLEMENTAIRES, CONTRE LA RELEVE. L'envoi de délégués risque de les désigner à la répression, faites parvenir clandestinement ce cahier à la direction par des tracts, par lettre, par affichage ou par tout autre moyen.

Les ouvriers et les paysans refusent de faire plus longtemps les frais de la guerre impérialiste. Ils refusent de participer à la guerre contre l'URSS. Ils refusent d'aller remplacer leurs frères de classe, les ouvriers et les paysans allemands, pour que ceux-ci soient envoyés à la boucherie. En réponse aux promesses de Deat, ils exigent le retour des ouvriers et des paysans prisonniers ou déportés en Allemagne.

A bas la déportation ! A la relève les flics ! A la relève le patron !

Le souvenir des grandioses luttes de 1941 contre la première relève et surtout les grèves pour l'amélioration du standard de vie que nous n'avons cessé depuis, ont fait hésiter la bourgeoisie à recommencer une déportation massive. Mais maintenant elle se prépare à porter un coup direct.

Sur toute la France, sonnez l'alerte contre la relève : GREVE GENERALE !

LA CLASSE OUVRIERE DEVANT LE « SECOND FRONT » POURQUOI « ILS » N'ONT PAS ENCORE DEBARQUE

Confusément, les travailleurs sentent que ces retards cachent une gigantesque manœuvre. Ce n'est pas en vain, en effet, que le terrible poids de l'appareil militaire allemand pèse sur l'Union Soviétique.

Pourtant, Timmerse, empereur britannique et le Etat bourgeois le plus puissante nation industrielle du monde ne sont pas intervenus, sinon par des envois d'armes dérisoires.

Pourquoi ces Messieurs de Wall Street et de la City seraient-ils pressés de finir la guerre ? Leur intérêt, l'intérêt des marchands et des annonceurs de trafiquants et des politiciens réactionnaires était précisément de laisser l'URSS s'épuiser dans le combat, perdre ses richesses et sa jeunesse, afin qu'elle sorte de la guerre appauvrie, exsangue.

Pendant que l'URSS perdait son sang, les impérialistes anglais et américains accumulaient à proximité de l'Europe de gigantesques stocks de matériel et des armées innombrables dans l'espoir de pouvoir dicter leur loi à l'URSS et à l'Europe.

POURQUOI LE DEBARQUEMENT EST-IL IMMINENT ?

Tel était leur plan. Mais voilà que l'Armée Rouge a résisté, elle a avancé et elle refuse les armées impérialistes allemandes au delà de l'URSS. Elle menace aujourd'hui la Roumanie, la Hongrie et se fraye un chemin vers l'Europe Centrale.

En même temps le prolétariat se réveille dans tous les pays. Récemment, on a vu les ouvriers italiens balayer les fascistes et constituer spontanément leurs conseils d'usines. De la Norvège à la Grèce, de la France en Pologne, les masses travailleuses reprennent conscience, elles se mobilisent et entrent en action. Dans ces conditions, le gendarme allemand affaibli va bientôt devenir impuissant à assurer la police et à empêcher la marée révolutionnaire montante.

Ce moment précis, le second front devient nécessaire : la bourgeoisie veut dresser ses armées face à l'Armée Rouge qui avance vers l'occident, et face à la vague révolution-

naire qui monte dans toute l'Europe et menace de tout emporter.

COMMENT CONQUERIR LA PAIX ?

Quant à la paix, aucun des dirigeants alliés n'est la promettre. Simults avec qu'il n'y aura pas de traité de paix avant dix ans. Le vice-président des Etats-Unis, Wallace nous a averti qu'on n'éviterait sans doute pas une troisième guerre mondiale.

Ainsi donc, ces bombardements meurtriers, les pays brûlés, nos villes rasées, rien de tout cela ne hâte l'arrivée de la paix.

Tout cela au contraire pour préparer de nouveaux carnages et la guerre contre l'URSS. Car, comme l'écrivait Jaures : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».

PAS DE LIBERATION POSSIBLE SANS LES PROLETAIRES ALLEMANDS ET CONTRE EUX

On proclame qu'on va éradiquer et dépecer l'Allemagne, déporter ses travailleurs, tirer vengeance sur le peuple allemand dans crimes commis par les bandits nazis. On empêche la fraternisation, on jette ainsi dans les bras d'Hitler des millions de travailleurs allemands désespérés et sans autre issue. Le chauvinisme renforce Hitler et prolonge la guerre.

Or une Europe pacifique n'est possible que si les travailleurs allemands chassent eux-mêmes leurs bourgeois nazis, et construisent la société socialiste, la main dans la main avec les travailleurs des autres pays.

« INSURRECTION NATIONALE » OU INSURRECTION PROLETAIRENNE

Quant à l'appareil de l'Etat bourgeois il est prêt à fonctionner de maint en maint, avec ses préfets réactionnaires, son parlement crapuleux, le général succédant au maréchal et sa police immortelle, avec ses grèves de grèves, depuis 1936, on a vu l'Etat bourgeois passer sans crise de Blum à Daladier, de Reynaud à Pétain et à Laval-Deat avec la bénédiction du « parlement républicain ». Les bourgeois espèrent bien le voir passer sans douleur de Pétain à De Gaulle avec la bénédiction des parlementaires et grâce à la protection des solidaires socialistes et communistes.

Où, les ouvriers chasseront les nazis, la Gestapo, les miliciens et les GMR. Mais ce sera pour ouvrir la route au socialisme.

Déjà, un certain nombre d'ouvriers sont armés dans les usines. Ailleurs, ils peuvent compter sur l'aide de partisans armés. Parfois, il existe des unités de milliers d'ouvriers dans l'usine ; elles doivent parfaire leur instruction, leur entraînement militaire et leur éducation politique, compléter leur armement et, avant tout, bien comprendre qu'elles auront à servir, non un impérialisme contre un autre, mais la classe ouvrière et le socialisme.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier. — Paris (IXe)

Le gérant : Fontanel

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier. — Paris (IXe)

Le gérant : Fontanel

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier. — Paris (IXe)

Le gérant : Fontanel

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier. — Paris (IXe)

Le gérant : Fontanel

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Société Parisienne d'Impressions 4, Rue Saunier. — Paris (IXe)

Le gérant : Fontanel

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués